



**Compte rendu du Conseil de gestion numéro 7  
du lundi 05/04/2021**

Réunion organisée en présentiel dans les locaux de l'établissement.

Liste des présents:

**Membres avec voix délibérative:**

- M. François ALLAIN, personne qualifiée, Président,
- Mme Marija RADIC, parent élue, Vice-présidente
- M. Olivier BRESSARD, parent élu, Trésorier,
- Mme Leila SEGHER, Vice-Trésorière,
- Mme Muriel BERGEON-COURTOIS, parent élue
- M. Paul Henry PRESSET, parent élu, arrivé à
- M. Roland JANKOVIC, parent élu,
- M. Kevin BOJIC, représentant des personnels, membre élu

**Membres avec voix consultative:**

- Mme Christine CHOURRE, Proviseure de l'Ecole Française de Belgrade,
- M. Milan MARTINOVIC, Directeur exécutif,
- Mme Murielle DUCROO, Directrice de l'École Française de Belgrade,
- M. Mehmet MEYDAN, Consul de l'Ambassade de France en Serbie,
- M. Stanislas PIERRET, Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle,

Excusés:

- Mme Julie HEAM, parent élue, Secrétaire, donne procuration à M. Roland JANKOVIC



- M. Nathanaël TILLY, parent élu, donne procuration à M. François ALLAIN

17h33 début de réunion.

**Voix exprimables en début de session :08**

**Voix exprimables en cours de session : 09**

Le président du CG présente ensuite l'ordre du jour au CG pour validation.

### **I. Vote du PV numéro 6**

Les membres du CG sont invités à voter le PV du CG n°6.

#### **Décision du comité de gestion:**

**Votants : 9**

**Pour : 5**

**Contre : 0**

**Abstention : 4**

**Décision : Le conseil de Gestion valide le procès verbal du 23 février 2022.**

M. PRESSET a également voté pour l'adoption du PV numéro 6, à son arrivée à 19h00.

### **II. Discussion sur un possible conflit d'intérêt d'un membre du CG**

Le point 5 de l'ordre du jour qui concerne la question d'un conflit d'intérêt potentiel concernant l'ouverture d'une structure concurrente sur les activités périscolaires à proximité de l'école est traité en priorité.

Même si l'un des membres demande à ce que l'on respecte l'ordre du jour de manière chronologique, ce point sera vu en premier car, en cas de conflit, la personne concernée ne devrait pas assister aux débats qui suivent.



Il est rappelé que conformément au règlement du CG (point 12) tout membre qui se retrouve en conflit d'intérêt, de manière volontaire ou non, doit se retirer du Conseil de Gestion.

Contexte: Un des membres du CG participerait à une structure, récemment ouverte, proposant des activités en concurrence avec celles que l'école propose sur les temps périscolaires.

Le membre en question affirme ne pas faire partie de la structure, en tant qu'investisseur ou partenaire, mais y a déjà participé, à titre bénévole, pour soutenir une amie.

Que le membre soit investisseur, partenaire ou simple bénévole, on peut s'interroger sur un éventuel conflit d'intérêt à partir du moment où la structure est à but lucratif, qu'elle se trouve à proximité de l'école et que le membre du CG concerné possède des informations confidentielles de l'école qui, si elles étaient dévoilées, pourraient servir à la structure concurrente.

Les membres du CG sont invités à voter à bulletin secret.

**Vote: Etes vous pour l'exclusion définitive du membre du Conseil de gestion concerné dans le cadre d'un conflit d'intérêt?**

**Décision du comité de gestion:**

**Votants : 8**

**Pour : 4**

**Contre : 4**

**Abstention : 0**

Etant donné qu'il y a une égalité de voix (nombre de POUR identique à celui de CONTRE), le Président du Conseil de Gestion se prononce puisqu'il a une voix prépondérante selon l'article 16 des statuts de l'APE.

**Décision : L'exclusion définitive du membre concerné n'est pas adoptée. Ce dernier reste donc au sein du Conseil de Gestion.**



Le président considère que le conseil de gestion doit aller de l'avant en essayant de dépasser les clivages, dans l'intérêt de l'école.

## **II. Ressources Humaines**

Avant d'aborder le point des Ressources Humaines, le Directeur exécutif signale aux membres du Conseil de Gestion qu'une partie de la somme d'un des contentieux a été réglée sous la forme d'une saisie sur les comptes de l'école.

Le Directeur exécutif annonce qu'il y a encore deux contentieux auprès des tribunaux concernant le droit du travail et un litige concernant un contrat de location mais qui n'est pas devant les juridictions.

Il est rappelé que ces litiges n'impactent pas le budget puisque les sommes pour ces derniers ont été provisionnées les années antérieures.

Etant donné que le projet immobilier n'a pas abouti et que l'établissement rencontre une difficulté à recruter, la question des salaires est évoquée.

Les salaires représentent 60% des dépenses de l'établissement.

Il existe **3 types de contrat** pour les personnels de l'EFB :

**1°) le contrat d'expatrié** : ces personnels sont nommés et rémunérés par l'AEFE.

**2°) le contrat de résident** : ces personnels titulaires de l'Education Nationale sont rémunérés par l'AEFE mais l'établissement contribue à hauteur 56% (+ l'ISVL + les heures supplémentaires). Ils sont recrutés sur la base de règles strictes fixées par l'AEFE. Le classement des candidats se fait sur la base d'un barème approuvé en CCPL (la Commission Consultative Paritaire Locale). Cette Commission, présidée par le COCAC, associe des enseignants titulaires de l'Education Nationale qui sont représentés à travers leurs syndicats.

**3°) le contrat local** : ces personnels sont présents dans toutes les catégories d'emploi (employés administratifs, de Vie Scolaire, agents, enseignants). Le recrutement se fait sur la base d'annonces publiées sur le site de l'école, localement





par une agence, et sur des sites de recrutement à l'international. Les dossiers sont étudiés en fonction des diplômes et de l'adéquation au profil du poste. Les candidats sont reçus ou font l'objet d'entretiens en visioconférences. Les entretiens sont conduits par l'équipe de direction. Des enseignants peuvent être associés à ces entretiens. Le Conseil de Gestion décide de la création ou de la suppression de ces postes, le chef d'établissement propose le recrutement de ces personnels conformément à la convention signée avec l'AEFE.

Etant donné l'inflation et le nombre d'années durant lesquelles il n'y a eu aucune revalorisation salariale, le CG envisage une éventuelle augmentation de salaires pour tous les salariés locaux. Cela permettrait notamment d'être plus attractif et d'attirer de nouveaux profils. Cette question fera l'objet d'une présentation au prochain CG au regard du budget prévisionnel.

Fin de la réunion : 20h32.

François Allain,  
Président du CG



Kevin Bojic,  
Vice-secrétaire du CG